



Sondage sur la valeur et l'état de l'eau douce et les réponses appropriées aux problèmes liés à l'eau douce

Sommaire exécutif

Préparé pour Environnement et Changement climatique Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : K1A00-220055/001/CY

Valeur du contrat : 39 922,09 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2021-05-11

Date de livraison des services : 2021-07-27

Numéro d'enregistrement : ROP 005-21

This summary is also available in English.

Sondage sur la valeur et l'état de l'eau douce et les réponses appropriées aux problèmes liés à l'eau douce
Rapport final

Préparé pour Environnement et Changement climatique Canada par Environics Research

Juillet 2021

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Services publics et Approvisionnement Canada.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, 2020.

N° de catalogue : En4-447/2-2021F-PDF

ISBN 978-0-660-41191-0

This publication is also available in English under the title
The Value and State of Fresh Water and Appropriate Responses to Freshwater Issues Survey

Résumé du rapport

A. Contexte et objectifs

La lettre de mandat adressée en 2019 au ministre de l'Environnement et du Changement climatique lui demandait de travailler aux priorités suivantes :

Avec l'appui de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, créer l'Agence canadienne de l'eau. Cette agence travaillera avec les provinces et les territoires, les communautés autochtones, les autorités locales, des scientifiques et d'autres parties prenantes pour trouver les meilleurs moyens de garantir que notre eau demeure propre et saine et que cette ressource est bien gérée.

Renforcer les mesures de protection et entreprendre des démarches pour nettoyer les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac Simcoe et d'autres grands lacs.

Une lettre de mandat supplémentaire, publiée le 15 janvier 2021, a réitéré l'engagement concernant l'Agence canadienne de l'eau. La lettre chargeait le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, avec l'appui de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministre des Ressources naturelles ainsi que du représentant spécial pour les Prairies, de « poursuivre le travail visant à créer une nouvelle Agence canadienne de l'eau ».

Pour honorer ces deux engagements, ECCC a sollicité des avis externes par l'intermédiaire de forums nationaux et régionaux sur les politiques, d'outils en ligne et d'autres formes de mobilisation. La plupart des participants possédaient de solides connaissances du sujet et présentaient un intérêt personnel ou professionnel marqué pour l'eau douce. Ils représentent donc un segment relativement petit de la population canadienne.

La présente recherche sur l'opinion publique a pour but de compléter les efforts déployés précédemment par ECCC relativement à ses engagements en matière d'eau douce en évaluant l'opinion de la *population générale* sur les enjeux suivants :

- La valeur et l'état de l'eau douce
- Les réponses appropriées aux problèmes liés à l'eau douce

Les conclusions de l'étude permettent à ECCC de comprendre quelle est actuellement l'opinion du public. ECCC compte se servir de cette information pour :

- orienter la mise en œuvre des engagements présentés dans la lettre de mandat (et éventuellement d'autres politiques et programmes du gouvernement du Canada);
- orienter les stratégies de sensibilisation et de communication externes pour l'Agence canadienne de l'eau et l'initiative sur les grands lacs.

B. Méthodologie

Du 11 au 19 juin 2021, Environics Research a mené un sondage en ligne auprès de 2 001 Canadiens (âgés de 16 ans et plus). L'échantillon a été stratifié de façon à être suffisamment important dans l'ensemble des régions. Les données ont été pondérées approximativement en fonction de la région, de l'âge et du sexe, afin que l'échantillon reflète la population canadienne au recensement de 2016.

Les répondants au sondage ont été recrutés à partir d'une liste de membres inscrits à un panel en ligne à participation volontaire. Puisqu'un échantillon provenant d'un panel en ligne ne constitue pas un échantillon probabiliste aléatoire, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

De plus amples renseignements quant à la méthodologie utilisée pour la recherche se trouvent à l'annexe A du présent rapport.

C. Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 39 922,09 \$ (TVH incluse).

D. Principales constatations

Les résultats du sondage révèlent que la plupart des Canadiens considèrent l'eau douce comme l'une des ressources naturelles les plus importantes du pays en raison de sa valeur pour leur santé de même que pour l'environnement.

Les Canadiens sont d'avis que l'eau douce à l'échelle du pays est actuellement de bonne qualité, mais ils ne sont pas convaincus qu'elle soit en quantité suffisante pour subvenir à nos besoins à long terme. Ils ont également des avis partagés quant à savoir si l'eau douce est adéquatement protégée et prévoient que des problèmes tels que la pollution de l'eau et la perte des zones humides s'aggraveront au cours des 10 prochaines années.

La plupart des Canadiens n'ont pas l'impression d'être bien renseignés sur l'état de l'eau douce, ce qui transparait dans leur compréhension relativement sommaire des menaces qui pèsent sur cette ressource au Canada; ils ont en effet tendance à se concentrer sur la « pollution » en général et sur l'industrie, en mentionnant très peu la (sur)consommation des ménages. De la même façon, plusieurs estiment que la responsabilité de réglementer l'industrie et de prévenir la pollution de l'eau revient aux gouvernements. Les résultats indiquent qu'il est nécessaire de sensibiliser davantage la population à l'égard du rôle et de la responsabilité de chacun relativement à la protection de l'eau douce au Canada.

La valeur de l'eau douce

- Les gens s'entendent généralement pour dire que l'eau douce est l'une des ressources naturelles les plus importantes du Canada; près de la moitié (46 %) des répondants la considèrent comme la ressource naturelle la plus importante au pays (bien avant les forêts et le pétrole et le gaz naturel, tous classés en première place par 17 % des répondants), tandis que sept personnes sur dix (72 %) la classent parmi les trois ressources les plus importantes. L'importance de l'eau douce est étroitement liée à la santé des Canadiens (87 %), à la faune et aux écosystèmes (85 %), mais aussi à la production alimentaire (85 %), à la qualité de vie (83 %) et à la beauté du Canada (80 %), des secteurs qui ont tous devancé la valeur perçue de cette ressource pour la prospérité économique, l'industrie, les loisirs, la culture et la réconciliation avec les peuples autochtones.

L'état de l'eau douce et les menaces perçues

- La **qualité** de l'eau douce au Canada est une source de préoccupation généralisée, mais modérée; trois personnes sur quatre (75 %) se disent au moins plutôt préoccupées par cet enjeu, mais seulement trois sur dix sont très préoccupées. Ces résultats reflètent l'optimisme général selon lequel l'eau au Canada est actuellement d'excellente ou de bonne qualité (86 % des gens sont de cet avis, alors que 11 % affirment que la qualité de l'eau est passable seulement ou mauvaise). Bien que les répondants perçoivent généralement de façon favorable l'état actuel de l'eau douce au Canada, leurs opinions quant à son évolution au cours des 10 dernières années sont plutôt partagées. Environ trois personnes sur dix estiment que la qualité de l'eau douce s'est détériorée au cours des 10 dernières années, tandis que des pourcentages à peu près égaux jugent qu'elle est demeurée la même (32 %) ou qu'elle s'est améliorée (28 %).
- Les Canadiens se montrent incertains quant à savoir si les **réserves** d'eau douce suffisent pour répondre à nos besoins à long terme. Seulement une personne sur cinq (22 %) se dit très confiante à ce sujet, tandis que 55 % des gens ne sont que plutôt confiants et 18 %, pas du tout confiants.
- Lorsqu'on leur demande de nommer la principale menace pour l'eau douce du Canada, la moitié (50 %) des répondants mentionnent la pollution, laquelle est suivie par l'industrie (21 %) et les changements climatiques (10 %). À titre de comparaison, relativement peu de personnes mentionnent le gaspillage de l'eau par les ménages (6 %) comme problème. Lorsqu'ils réfléchissent aux 10 prochaines années, les répondants estiment en majorité que les principaux problèmes liés à l'eau douce, comme la pollution et la perte de zones humides, s'aggraveront forcément au fil du temps.

Les réponses appropriées aux problèmes

- Après s'être penchés sur l'état de l'eau douce et les menaces auxquelles elle pourrait être exposée, les Canadiens présentent des opinions partagées quant à savoir si l'eau douce au Canada est adéquatement protégée. Plus de la moitié des Canadiens (55 %) qualifient les efforts actuellement déployés à cet égard d'excellents ou de bons, tandis que près de quatre personnes

sur dix (38 %) les considèrent comme passables seulement ou mauvais (8 % des répondants se disent incertains à ce sujet).

- Les suggestions quant à la façon de mieux protéger l'eau douce au Canada sont axées sur le rôle des gouvernements en matière de surveillance et de réglementation, ainsi que sur la création de mesures dissuasives, comme des amendes pour les pollueurs et des frais pour la surconsommation.
- Lorsqu'on leur présente cette possibilité, quatre personnes sur cinq (80 %) reconnaissent que l'eau douce au Canada pourrait être mieux protégée s'il y avait une meilleure collaboration entre les différents ordres de gouvernement et les différentes administrations.

Les communications sur l'eau douce

- Parmi les arguments présentés pour la protection de l'eau douce du Canada, le plus convaincant consiste à laisser des réserves d'eau douce saine aux générations futures, 64 % des répondants l'ayant choisi dans leur classement. Les autres principaux arguments mentionnés consistent à protéger la santé des Canadiens (57 % des répondants l'ont sélectionné dans leur classement) et à faire en sorte que la faune et les écosystèmes ont l'eau douce dont ils ont besoin (choisi par 57 % des répondants).
- Les Canadiens n'ont pas l'impression d'être particulièrement bien renseignés sur l'état de l'eau douce au Canada : seulement deux d'entre eux sur dix (19 %) se disent extrêmement ou très bien renseignés à ce sujet. Dans l'ensemble, ils se fient le plus souvent à la télévision (40 %) ou à Internet (35 %) pour obtenir de l'information sur l'eau douce. Les différences entre les générations sont toutefois manifestes : les jeunes Canadiens se tournent davantage vers les médias sociaux ou Internet, tandis que les Canadiens plus âgés sont plus susceptibles de trouver de l'information à la télévision ou dans les communications gouvernementales.

Différences par segment de la population

- Les résultats de l'étude mettent en lumière des différences de perception entre les générations de Canadiens. Les personnes âgées de 55 ans et plus sont plus susceptibles de dire que la qualité de l'eau douce s'est détériorée au cours des 10 dernières années (24 %) et de prédire que les enjeux à ce sujet vont continuer à s'aggraver avec le temps. La pollution de l'eau fait toutefois exception, puisque les membres de tous les groupes d'âge estiment dans la même mesure que ce problème deviendra plus grave. Les Canadiens âgés de 55 ans et plus sont aussi plus susceptibles que ceux âgés de moins de 35 ans de se préoccuper de la protection de l'eau douce au Canada.
- Les Canadiens qui vivent à proximité d'un plan d'eau douce et ceux qui occupent un emploi tributaire de cette ressource sont plus nombreux à croire que l'eau douce au Canada est

actuellement de bonne qualité. Ils craignent toutefois aussi davantage que la qualité de l'eau se détériorera dans le futur.

E. Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Sarah Robertson
Vice-présidente, Affaires générales et publiques
Environics Research
sarah.roberton@environics.ca
613 793-2229

Nom du fournisseur : Environics Research
Numéro de contrat de TPSGC : K1A00-220055/001/CY
Date du contrat initial : 2021-05-11